



✉ 23, rue LakanaL 34090 Montpellier @syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Vendredi 16 octobre 2020

COUVRE-FEU : « MÉTRO, BOULOT, CAVEAU »

Emmanuel Macron a parlé à la nation ce mercredi. Le Premier ministre et le ministre de la santé apportent en ce moment-même des précisions. Après la « guerre contre le virus » (mars), après la promesse des « jours heureux qui reviendront » (mai), après la tentative de « vivre avec le virus » (septembre), nous voilà contrain-t-es de « travailler avec le virus » (octobre).

Couvre-feu : un reconfinement qui ne dit pas son nom

La mesure martiale est en réalité un reconfinement, où chacun-e d'entre nous va devoir fournir, à nouveau, une attestation pour circuler dans les rues des métropoles et de l'Île de France entre 21h et 6h.

Cette décision marque l'échec de la politique gouvernementale, incapable de donner les moyens à la société de vivre avec ce virus et de se soigner en cas de besoin. L'objectif « vivre avec le virus » n'étant pas atteint ; Macron tout goguenard dans son intervention médiatique veut résumer nos vies à l'enchaînement métro-boulot-caveau, et avec le sourire !...

Un choix politique révélateur

C'est un choix politique qui n'est ni assumé, ni revendiqué par le gouvernement : le capitalisme cherche le profit et la rentabilité dans tous les domaines, or les services publics ne peuvent pas être rentables, par définition. **Macron, en libéral acharné, poursuit cette dérégulation en forçant la population à s'adapter à un service public exsangue.**

Le constat est accablant : le gouvernement n'a pas renforcé le système de santé depuis mars. Pire, la politique d'austérité engagée depuis des années a été poursuivie alors que nous sommes en pleine crise sanitaire :

- des centaines de fermetures de lits entre mars et septembre 2020.
- manque de personnels
- problème d'attractivité des postes, malgré une large communication sur un Ségur indigent

Un autre choix politique, plus en rapport avec les jours heureux et la solidarité revendiquée par le président dans son discours printanier, aurait pu être d'investir dans les plans d'urgence pour les services publics, et particulièrement pour la santé et pour l'éducation, comme le soutiennent les organisations syndicales.